



LA RAISON 91

Bulletin de la Fédération de l'Essonne de la Libre Pensée

N° 50 mai 2014

VALLS COURT A LA CANONISATION DE JEAN-PAUL II, le « saint » homme qui a soutenu Pinochet !



**« La République ne reconnaît,
ne salue ni ne subventionne aucun culte. »
Art 2 de la loi de 1905 de séparation des Eglises et de l'Etat**



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE
Membre de l'Association Internationale de la Libre Pensée
(IAFT-AILP)
10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS
Tél. : 01 46 34 21 50 - Fax : 01 46 34 21 84
libre.pensee@wanadoo.fr - <http://www.fnlp.fr>

Sommaire

Page 2	Le mot du président, appel à souscription
Page 3	Thomas Legrand sur France Inter
Pages 4 à 6	Intervention de J.N. Lahoz à la rencontre nationale du 10 mai
Page 7	In memoriam Jojo et Marc Blondel
Page 8	Libres propos d'Alain Veysset sur la guerre
Page 9	Un ouvrage toujours actuel : Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier de Marc Prévotel
Page 10	Libres propos de Marcel Caballero sur l'économie sociale et l'entrepreneuriat social
Page 11 et 12	Banquet gras du 18 avril autour de l'actualité de la doctrine sociale de l'Église
Page 14 et 15	David Gozlan avec Hansi Brémont et Louis Couturier sur France Culture
Page 15	Bulletin d'adhésion
Page 16	Bons de souscription

Le mot du président

ÉVRY	Journée du 14 juin à la Maison des syndicats.
NANCY	Colloque 8 juillet – Cruges 9 – 12 juillet.
LONDRES	Congrès de l'AILT et meeting 11 août.

APPEL du bureau à tous les adhérents, à tous ceux qui recevront cet appel.

Un premier ministre – Manuel Valls- assiste ès qualité aux cérémonies de canonisation organisées par le Vatican (Clemenceau a dû se retourner dans sa tombe !).

Un nouveau ministre de l'éducation –Benoît Hamon- se fixe de transformer l'essai Peillon, en particulier, en accréditant les associations de toute nature –donc cléricales y compris- pour qu'elles puissent prendre en charge les activités d'animation dans les écoles publiques.

Un ministre de la décentralisation – Maryse Lebranchu- œuvre à la dislocation de la République.

Un moucheron du coche, le sénateur médiatisé, par ailleurs conseiller municipal aux Ulis, Jean-Vincent Placé, du groupe France-Saint-Siège, se retrouve en compagnie des représentants des grandes religions, de la CFDT, de la CFTC, de J.F. Copé, de Rama Yade, d'Harlem Désir, de F. Bayrou pour appeler à une « société apaisée », avatar 2014 de la société subsidiaire .

Et un diocèse se dispose à aller à la pêche aux fonds publics pour mener à bien ses projets de Maison d'Église sur le Plateau de Saclay.

Que faut-il de plus aux laïques, aux républicains pour leur démontrer l'actualité et la pertinence des prises de position de la Libre Pensée ? Qui peut, au vu de ce florilège, continuer à soutenir que les combats de la Libre Pensée se trompent de cible ou sont d'un temps révolu ? La Libre Pensée, il n'est pas inutile de le rappeler, est

- **démocratique** : contre la dislocation de la République, pour l'égalité des droits, contre la ratification de la Charte européenne des langues régionales,
- **anticléricale** : pour la séparation des Églises et de l'État, contre les concordats, contre le délit de blasphème, pour l'abrogation de la loi Debré, contre tout financement public de la Maison d'Église sur le Plateau de Saclay,

- **antidogmatique** : pour la liberté de la recherche scientifique,
- **antimilitariste** : pour que la République réhabilite tous les fusillés pour l'exemple morts PAR la France,
- **sociale** : contre toute forme d'exploitation économique, contre les avatars de la doctrine sociale de l'Église.

Peu d'organisations se revendiquent de ces positions. Ce numéro de La Raison 91 ne prétend faire tout le tour de la question. Il s'est fixé, fidèle à la méthode de la Libre Pensée, d'apporter des faits, des arguments à l'appui de ce qu'elle avance.

Il revient aux congrès à venir de débattre et de proposer des réponses communes.

Le bureau fédéral du 2 mai dernier m'a mandaté pour adresser cet appel à adhésion et à souscription. Les initiatives à venir ont un coût que le budget fédéral et les gros versements personnels de la délégation à Nancy et Londres ne suffisent pas à couvrir : 5 premiers inscrits pour Londres, 2 candidatures pour Nancy, c'est plus de 1000 € à déboursier.

Nous nous fixons de contribuer au financement de délégués africains à Londres.

Nous ne sollicitons pas de fonds publics, ni de France, ni de l'Union européenne.

Fort de cet appel, si chaque libre penseur sollicite les libres penseurs de sa connaissance, les laïques, les démocrates, les républicains, les syndicalistes, nous sommes persuadés que nous réunirons les fonds nécessaires pour permettre à la Libre Pensée d'avoir les moyens de poursuivre son action.

La Libre Pensée s'est développée dans la bataille pour la loi de séparation de 1905, en France. Elle se donnera les moyens, en 2014, d'être au cœur de la bataille contre la ratification de la Charte européenne des langues régionales, contre les intrusions cléricales dans l'école publique, pour la liberté de la recherche scientifique, pour la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple morts PAR la France.

Louis Couturier, président.

Thomas Legrand sur France Inter du 28/04/2014 7h45

Manuel Valls a assisté à la cérémonie de canonisation de Jean XXIII et Jean-Paul II... Et il s'est fait sifflé par des catholiques Français lorsqu'il est apparu sur l'écran géant de la place Saint-Pierre.

Preuve que cette initiative censée être porteuse d'apaisement est ratée. Peut-être qu'au-delà des quelques siffleurs de la place Saint-Pierre, certains catholiques (et ils sont en très grande majorité modérés) seront sensibles au geste de Manuel Valls mais le catholicisme politique, conservateur, qui s'est réveillé à la faveur des manifestations contre le mariage pour tous, ne verra dans ce déplacement qu'un geste de récupération politique.

Cette branche d'activistes très à droite, minoritaires et socialement typés, représente le reste de la tradition antirépublicaine et anti laïque du monde catholique. C'est-à-dire par pas grand chose.

François Hollande avait, lors de sa conférence de presse, salué l'ouverture d'esprit du nouveau pape François et précisé que ses rapports avec celui-ci seraient simplement des rapports d'homme d'Etat à homme d'Etat.

Manuel Valls, en se rendant hier au Vatican, pour assister à une cérémonie éminemment religieuse, est allé bien au-delà de ce qu'exige la neutralité républicaine. Il est tout à fait normal que le chef du gouvernement prononce des mots d'apaisement envers les catholiques, s'ils se sentent offensés.

Manuel Valls a remis la légion d'honneur au Cardinal Etchegaray... très bien... mais il n'avait rien à faire à Rome sauf, éventuellement discrètement à titre privé s'il en ressentait un besoin personnel.

Le Premier ministre a expliqué que la « République est forte quand elle n'a pas peur de respecter les diverses confessions ».

Ce qui est vrai et qui correspond à la définition originelle des pères fondateurs de la laïcité, comme Edgard Quinet, le premier à parler de laïcité ou plus tard de Ferdinand Buisson qui a inspiré la loi de 1905... mais « respecter » n'est pas se soumettre ! Et

la République est faible quand elle se met en position de se faire siffler publiquement par ceux qu'elle veut apaiser. Manuel Valls a aussi souligné que la France avait des « racines chrétiennes ».

C'est intéressant parce qu'en cette période de trouble identitaire en France il y a un débat sur cette question. Il est évident que la France est un pays qui fut chrétien. Que la religion catholique a eu une place essentielle dans la construction même de la nation française...

Mais l'identité de la France d'aujourd'hui est républicaine. Cette identité s'est forgée sur la philosophie des Lumières et de la raison. Cette philosophie qui s'est développée en réaction à l'emprise du pouvoir de l'Eglise doit, en même temps, beaucoup à la pensée judéo-chrétienne... Il suffit de lire les discours de l'abbé Grégoire pour se convaincre ...

Mais la phrase de Manuel Valls laisse penser que, dès lors, la religion catholique doit bénéficier d'un regard plus bienveillant de la part des autorités politiques que pour d'autres religions. Alors que notre organisation sociale repose sur le fait que les religions, toutes les religions, doivent rester dans les limites fixées par les principes de laïcité, sans en déborder. Elles doivent être respectées mais rester dans la sphère privée.

Au moment où les communautarismes se réveillent et où la France doit faire comprendre, notamment à certains musulmans, les règles de la République, la neutralité la plus absolue semble de mise à la tête de l'Etat.

Plutôt que d'aller au Vatican, Manuel Valls aurait peut-être du relire son héros Clémenceau qui, fort justement, refusait d'assister à toute cérémonie religieuse

Pour information, 47% de ceux qui lisent le Figaro par le net désapprouvent ce voyage.



***Intervention de Jean-Noël Lahoz
à la Rencontre nationale du 10 mai 2014
contre la ratification de la Charte européenne des langues régionales***

Chers amis, chers camarades,

Je suis libre penseur, mais aussi secrétaire général d'une Union départementale de syndicats confédérés de la région parisienne. A ce titre, je me félicite de nous réunir ensemble dans cette salle prestigieuse qui est à la fois, un moment d'histoire du mouvement ouvrier, mais aussi de la démocratie et de la République.

Ce n'est pas pour rien que le buste du grand Jaurès est à cette tribune, lui qui a œuvré inlassablement à l'avènement d'une République sociale plus juste et plus éclairée. Il s'agit bien de cela aujourd'hui dans les débats que nous menons : le mouvement ouvrier et la République.

D'autres intervenants l'ont bien expliqué et démontré avant moi cet après-midi, la question de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires est une vaste duperie et une grande manipulation. C'est une attaque sans précédent contre l'unité et l'indivisibilité de la République qui avance masquée.

On nous parle de diversité linguistique, de défense d'un patrimoine culturel. Qui pourrait être contre ? Moi qui puise mes origines à la fois, en France, en Espagne et en Algérie, je sais, plus que tout autre, que les êtres

humains sont pluriels. Nous refusons tous le monolithisme de l'uniformité. Nous puisons tous à des sources différentes et c'est bien ainsi.

Comment ne pas constater que les seules langues, dont parle cette Charte européenne, sont celles qui se raccrochent à un territoire particulier ? Il n'est pas question de défendre, de protéger, de promouvoir l'arabe qui est la deuxième langue parlée dans notre pays, ni l'espagnol et encore moins le portugais.

Il s'agit pour les détracteurs de l'unité de la République d'engager un processus de dislocation du pays en tentant de mettre de la chair autour de l'os de territoires que l'on voudrait présenter comme ancestraux. C'est bien d'avoir des racines, mais s'y limiter ne vous emmène nulle part. Il faut que l'arbre ait des racines, mais l'important, ce qui fait ce qu'il est, ce sont ses branches qui tendent vers le ciel. Se cantonner à cultiver ses racines, c'est être sous terre par définition. On n'a jamais rien construit de grand dans les cimetières.

Cette Charte européenne s'inscrit dans la volonté des réactionnaires de tous poils de bâtir une Europe des régions sur le cadavre des états-nations et des peuples. L'Europe des régions, c'est l'Europe des paroisses de l'Ancien-Régime. C'est pourquoi, nous libres penseurs,

n'oublions pas qu'il s'agit toujours de l'Europe vaticane.

Un vrai républicain, un vrai laïque, un véritable syndicaliste ne peut que dire non à cette Union européenne.

Nous sommes loin d'être les seuls à refuser cette Charte européenne et réactionnaire. Dans toute l'Europe, que nous considérons avant tout comme un continent, 23 pays n'ont, soit pas signé cette charte, soit ne l'ont pas ratifiée. Il y a une véritable résistance qui se manifeste contre la destruction des états-nations.

Cette Charte veut, par ses articles 9 et 10, que les procédures judiciaires devant les tribunaux et les démarches auprès des services publics puissent se faire à égalité dans toutes les langues reconnues par la Charte. On va plaider en occitan, répondre en breton, et juger en corse. Que va-t-il se passer pour tous ceux qui ne pratiquent pas ces langues régionales, idiomes et patois, minoritaires?

Cela va être un véritable apartheid culturel. Les citoyens ne seront plus égaux devant la loi et devant la justice. Comment garantir que les jugements en langues régionales seront identiques avec ceux qui seront faits en français ? C'est une source de conflits permanents.

La classe ouvrière a besoin d'unité pour conquérir et défendre ses droits. Nous sommes pour l'unicité des statuts des fonctions publiques et du Code du Travail qui garantit l'égalité en droit des travailleurs.

Quel étonnement lorsqu'on prend connaissance de ce qui est revendiqué par la Collectivité territoriale corse en matière d'emploi dans la Fonction publique. Il est revendiqué la « *coofficialité de la langue corse* » avec la langue française. Sous cette formule obscure, il ne s'agit pas de mettre à égalité le corse avec le français, il s'agit de faire du français une sous langue utilitaire.

Voici ce que l'on peut lire dans le rapport de la Collectivité Territoriale Corse : « *La coofficialité signifie l'insertion de la langue corse au sein du système juridique, par la création de droits linguistiques territoriaux et d'obligations pour tous les pouvoirs publics sur le territoire insulaire* »

Depuis quand les langues ont des droits et génèrent des obligations ? Ce sont les citoyens qui ont des droits.

On lit aussi : « *Le corse est la langue de toutes les institutions de corse et de tout organisme public, employée à parité avec le français par l'Etat et les services publics en Corse, ainsi que par les entreprises et les médias institutionnels... Le français et le corse sont les langues officielles de la Corse. Les pouvoirs publics adoptent des mesures permettant de garantir*

l'emploi de la langue corse à la fois comme langue de service et comme langue de travail ».

Une langue régionale aurait des droits et même une suprématie! Comment feront les citoyens non natifs?

Voici comment est revendiqué le futur recrutement des enseignants, des fonctionnaires et même des salariés du privé : « *A partir d'une date à fixer par l'Assemblée de Corse, tous les postes vacants de l'enseignement du premier et du second degré en Corse sont « postes à profil Langue corse ». Ces postes ne pourront donc être attribués à titre définitif qu'à des enseignants habilités à l'enseignement bilingue.* » En bref, sans parler corse, comment devenir titulaire dans l'enseignement ? Qu'en est-il de l'égalité d'accès aux postes de la Fonction Publique?

L'aptitude à parler corse sera prise en compte pour l'évolution de carrière des enseignants. « *L'accès au corps des Inspecteurs de l'Education nationale sera conditionné par l'habilitation en langue corse* ». On lit aussi : « *En Corse, la formation à la langue corse est obligatoire dans tout programme de formation professionnelle pour adultes. Cette formation est soumise à certification* ».

Tous les services publics et délégués du service public devront obligatoirement utiliser le corse à parité avec le français. On lit même que « *la publicité en langue corse sans traduction est autorisée et encouragée par des incitations fiscales* ».

On lit aussi que « *l'unique forme officielle des toponymes de l'île est en langue corse. Elle est fixée par le Consiglier di a lingua. Sur l'espace insulaire, leur signalisation sera monolingue... Les documents cartographiques, les bâtiments publics, les voies de circulation, les voies navigables, les espaces naturels, et toute signalétique réalisés par les institutions publiques respectent cette toponymie, la seule en vigueur* ».

On a connu les indications en français, en breton et en occitan. Mais au moins, il y avait les deux langues. Là en Corse, celui qui ne parlera pas corse, n'est pas prêt de trouver sa route.

On nous parle de liberté, de culture, de diversité. Mais là, c'est une prison que l'on construit. Malheur à celui qui ne parlera pas la langue régionale du coin.

Ils forgent une chaîne et ils l'appellent liberté. Voilà ce que déclarait déjà hier Victor Hugo.

Avec de tels dispositifs, les citoyens et les travailleurs seront attachés comme une chèvre à son piquet. **Quel progrès, quelle modernité !** Quelle sera la liberté, quels seront les droits des travailleurs qui refusent de parler une langue régionale ? Quand vous imaginez que cela

est revendiquée pour toutes les régions en France, c'est bien l'œuvre de la Révolution française qui est menacée.

C'est toute la question de l'égalité en droit des citoyens qui est posée par cette proposition de ratification de la Charte européenne des langues régionales. C'est pourquoi, nous la refusons et appelons au combat pour empêcher cette forfaiture, pour interdire que la roue de l'Histoire tourne à l'envers.

Mais fort heureusement, il y a encore loin de la coupe aux lèvres. La Révolution française, la classe ouvrière n'ont pas encore dit leurs derniers mots. Il n'est au pouvoir de personne de nous imposer un retour à l'Ancien-Régime et à ses provinces.

Dans un arrêt du 2 avril 2014, la Cour de Cassation a remis les pendules à l'heure. A propos d'une décision d'une entreprise de diffuser ces documents d'information aux salariés en anglais et de les sanctionner s'ils ne comprenaient pas cette langue, la plus haute juridiction judiciaire française a indiqué que

la langue française s'impose à tous les documents s'adressant aux salariés.

Cette obligation découle de l'article L.1231-6 du Code du Travail, au terme duquel « *tous les documents comportant des obligations pour le salarié ou des dispositions dont la connaissance est nécessaire pour l'exécution de son travail doivent être rédigés en français* ».

Comment ne pas voir aussi un parallèle : au Moyen-âge, chacun parlait patois et il y avait le latin pour que les élites des grands se comprennent. Aujourd'hui, on veut y revenir, mais c'est l'anglais, un sous-anglais de bas étage, le Globish, qui ferait office du latin.

L'avenir qu'ils veulent nous tisser n'est que leur passé qui revient. Ces gens-là sont comme les émigrés de l'Ancien-Régime : rien oublié, rien appris.

Mais Valmy est toujours là. La bataille commence et on va la gagner.

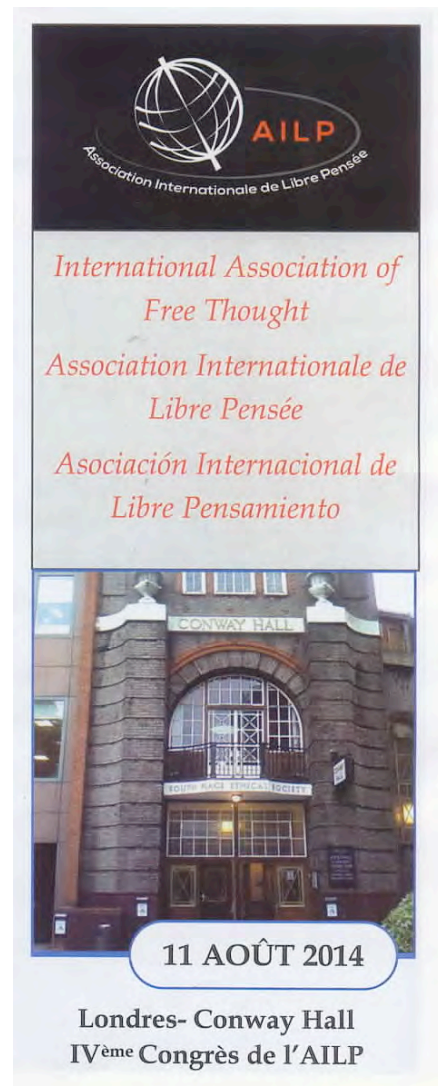
No pasaran !

Courrier reçu d'un adhérent

Cher samideano (un mot espéranto qui signifie "celui qui partage le même idéal"),

Il est un sujet - en fait il y en a au moins une dizaine mais il me faut bien choisir - que j'aimerais aborder avec vous à l'occasion de cette rencontre. Si j'ai bonne mémoire, dans les tous premiers numéros de La Raison (ou de La Raison 91 je ne sais plus) que j'ai reçus il y avait encore, de façon sporadique il est vrai un article en espéranto, puis cela a disparu. L'espéranto est actuellement en plein renouveau grâce à Internet d'une part et d'autre part sous l'impulsion d'une jeunesse qui comprend très bien que l'anglais est une langue hégémonique, qu'elle est le véhicule d'une stratégie économique néolibérale parfaitement détestable, pour beaucoup elle n'est que la langue de la finance et de ses sbires et sûrement pas une langue internationale, équitable et relativement facile à apprendre. Cette jeunesse lit beaucoup et se souvient que dans les années 30 l'espéranto était en passe de devenir la langue de la classe ouvrière. En France la détestation que lui vouent les gouvernements de tout poil est ahurissante de bêtise, le dernier exemple vient de l'"administration" postale : en 2015 aura lieu dans notre pays le 100ième congrès international de l'Espéranto, à cette occasion il a été demandé à La Poste d'éditer un timbre commémoratif, ce qui bien évidemment a été refusé.

Amitiés d'un libre penseur espérantiste
Tom (Gilbert Thomas)



Un hommage à Jojo, transmis par Jean Estivill

Voici le texte prononcé aux obsèques de Jojo, malgré les tentatives de censure de la part de la diacrese de Savigny :

« Joseph G... est né dans une famille de paysans extrêmement pauvre d'une pauvreté qui confine à la misère. Mais, dans ce milieu, il va acquérir des qualités qu'il conservera toute sa vie dont l'honnêteté qu'on retrouvera dans toutes ses actions, tout au long de sa vie : le travail, les relations humaines, sa famille, ses amis.

Personne n'a jamais entendu Jojo dire du mal de quelqu'un, ou trahir la parole donnée.

Jojo ne se racontait pas, trop modeste pour croire que sa vie pouvait intéresser. Et pourtant, de son engagement de jeune homme pauvre et sans horizon dans une guerre dont il va découvrir immédiatement les horreurs, à une vie faite certes de joies et d'amitiés mais aussi de beaucoup de malheur, comme la perte des être chers, il aurait pu en dire des choses. Des choses utiles à la compréhension de la vie et des hommes.

Envoyé à Palestro, là où avait eu lieu quelques années auparavant dans les gorges, le massacre de jeunes soldats de son âge, il était facile de faire admettre aux jeunes recrues la nécessité de la torture. Jojo y assiste en pleurant. Il n'en parlera jamais si ce n'est ces dernières années au président de son association d'anciens combattants. Déchargeant par bribes, les larmes aux yeux et avec parcimonie ce fardeau qu'il n'avait cessé de porter comme beaucoup d'autres sans rien dire.

Démobilisé, il va retrouver ce que lui avait enseigné son enfance pauvre, le sens du travail. Il est prêt à s'employer dans n'importe quelle tâche, mais il n'a aucune formation, ne connaît personne et il se retrouve dans une ville qu'il va être obligé d'affronter.

Quelle ironie du sort, cette ville il va la mettre dans sa poche, en devenant machiniste à la RATP à Paris avant de faire la ligne Porte d'Italie –Place des marguerites où sa bonne humeur et son attention pour les autres vont le faire connaître de tous.

C'est l'époque où, quand on est courageux et honnête, la Régie sait vous reconnaître et vous garder.

Sa vie professionnelle va être un sans faute.

Ayant bien servi le service public, c'est aussi l'époque où l'État récompense ses serviteurs, à 50 ans, c'est la retraite, ô combien méritée et nécessaire.

Jojo va alors donner une autre facette de ses qualités, bricoleur infatigable. Il sait se mettre au service de tous. Il devient une des figures les plus populaires de notre ville .

D'autant plus qu'il aime la fête, mais comme lorsque qu'on aime la vie, les choses simples et les gens.

Il devient porte drapeau de l'ARAC, mais sans ostentation, avec modestie, et goût de servir car l'altruisme, il l'a, chevillé au corps et ses camarades en témoignent, jamais, au grand jamais, on a fait appel à lui en vain.

Dire que dès qu'on le fréquentait on se surprenait à l'aimer c'est dire la place béante que sa disparition laisse dans notre cœur et dans nos vies.

Odette, pauvre petite Odette, quel gentil couple vous formiez, aimé de tous et aimant tout le monde, tu es à son image et c'est une bien vilaine chose que nous fait Jojo pour la première fois de sa vie, en nous quittant. »

Jean ESTIVILL,
Président de l'ARAC de Savigny-sur-Orge.

In memoriam Marc Blondel


Cher Louis Couturier et à tous les adhérents de la L.P.

Le 17 mars 2014, j'apprends le décès de Marc Blondel l'ancien célèbre leader syndicaliste F.O., devenu le patron de la Libre Pensée Française, avec lequel j'ai correspondu amicalement. Entre autre chose, depuis des années il a toujours lutté, auprès des différents Présidents de notre République Française, pour obtenir, sans jamais y parvenir, la réhabilitation des 650 et quelques Fusillés pour l'exemple durant la guerre de 1914-1918. Son décès me touche énormément, mais, pour le moins, il ne gênera plus, car lui c'était un Homme ! Bien sûr, ce sont les culs-bénis qui vont « bénir », avec un certain plaisir, la disparition de celui qu'ils appelaient dédaigneusement ce meusieur Blondel.

Il y a bientôt dix jours, maintenant, que Marc nous a quitté, et presque aussi longtemps que nos médias nationaux ne parlent plus de lui, tout juste un entrefilet signalant sa crémation au Père La Chaise : ce serait inconvenant de lui rendre hommage, pensez-vous, on ne va tout de même pas honorer la dépouille d'un homme qui ne passe pas par l'église avant de rejoindre le cimetière. Ce serait un blasphème et cela pourrait donner des idées à d'autres ! Voyons, vous n'y pensez pas ! Que vaut un libre penseur et athée, c'est moins que le plus vulgaire des corniots de chien qui se fait écraser par une auto. Comme il ne fut jamais un godillot de la religion et du pouvoir civil, il ne vaut rien, au moins il n'emmerdera plus les culs-bénis et les politiques avec sa si chère réhabilitation des fusillés pour l'exemple ! Durant sa vie il a assez réveillé la mauvaise conscience des faux jetons et des incapables que l'on a glorifiés indûment. Qu'on l'oublie !!! Et bien non ! Nous n'oublierons pas Marc Blondel ! Il voulait me connaître : je ne lui ai pas donné cette satisfaction, ma modestie m'en a empêché, je le regrette !

(Henri Lespinas)

Henri Lespinas.

le 27-03-2014


DE LA MONDIALISATION DE LA GUERRE

Dans la « sale guerre » mondialisée et sans fin contre le terrorisme, que pratique l'impérialisme US, avec des moyens modernes fort coûteux, mis en œuvre, en secret et en toute liberté...

Le programme de captures et d'assassinats est en pleine expansion depuis l'élection de Barack Obama. La capture ciblée vise à se procurer des renseignements par la soustraction de la torture dans les pays amis où tout est permis comme l'Egypte, l'Irak où les prisonniers sont expédiés par la CIA. Par d'autres moyens également, des « ninjas » du JSOC, le commandement US des forces spéciales et de leurs opérations (en France c'est le COS, commandement des opérations spéciales...), que l'on envoie œuvrer sur le terrain...

Ce programme est décidé tous les mardis (dis de la « terreur » !) à la Maison Blanche, dans une réunion composée de ces deux organismes, qui agissent comme procureur, jury et juge. Le Président et cette équipe déterminent secrètement qui doit vivre ou mourir, qu'aucune cible n'est illégitime, même pas un citoyen américain... L'arme utilisée par cette « machine à tuer » est le drone Predator et leurs missiles

qui s'abattent sur un pays malgré le ciblage des « ninjas », loupant la « bonne » cible bien souvent et faisant des milliers de victimes civiles, amplifiant la haine des américains, renforçant les rangs d'Al-Quaïda et de ses alliés...

Ce qui pose même un problème récurrent : « le stress post-traumatique » chez les pilotes de drones qui dirigent à 10000km de là, leurs engins restés au Pakistan ou en Afghanistan (augmentation des sorties de 24% entre 2011 et 2012 et 72% de missiles et bombes en plus tirés...) depuis les Etats-Unis, massacrent pendant leur journée de travail et rentrent chez eux le soir profiter du bonheur d'avoir une vie de famille... Un pilote écœuré après avoir démissionné reconnaît avoir causé la mort de 1626 personnes entre 2006 et 2011 depuis sa base du Nevada. La moitié de ces pilotes (sur les 1300 aujourd'hui), ont des crises d'angoisse, des insomnies, un repli sur soi et l'alcoolisme...

« Dieu que la guerre est jolie » depuis qu'elle est moderne !

Alain Veysset

Les porteurs d'eau bénite de la doctrine sociale de l'Église, cru 2014 (voir page 7)

"Nous devons apprendre à vivre ensemble comme des frères, sinon nous allons mourir tous ensemble comme des idiots."
Martin Luther-King

Vivons Ensemble !

Un climat malsain s'installe chaque jour dans notre pays.

Dans la rue, à l'école, sur internet, la haine se répand.
L'indifférence nous guette. L'unité de notre pays est menacée.
Face à ces dangers, il est urgent de réagir et de se ressaisir.

Nous appelons au bon sens, à l'intelligence et aux valeurs morales de tous les citoyens.

Nous souhaitons vivre dans une société apaisée, où les différences de religion, de couleur, d'origine sont admises, comprises et respectées plutôt que dans une société de violence.

Unissons-nous autour des valeurs de la République.

Mgr André Vingt-Trois
Cardinal Archevêque de Paris

Rector Dalil Boubakeur
Président du CFCM

François Clavairoly
Président de la Fédération Protestante de France

Michel Gugenheim
Grand Rabbin de France par intérim

Marie-Stella Boussemart
Présidente de l'Union Bouddhiste de France

Harlem Désir
Premier secrétaire du Parti Socialiste

Jean-François Copé
Président du FUMP

Rama Yade
Vice-Présidente de l'UDI

François Bayrou
Président du MODEM

Jean-Vincent Placé
Président du Groupe Ecologiste au Sénat

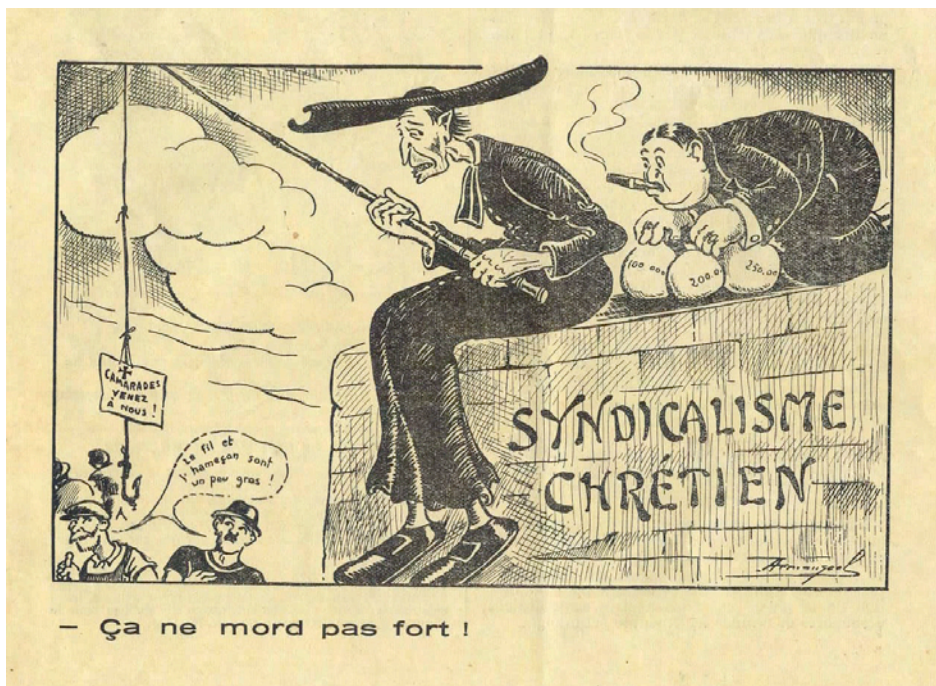
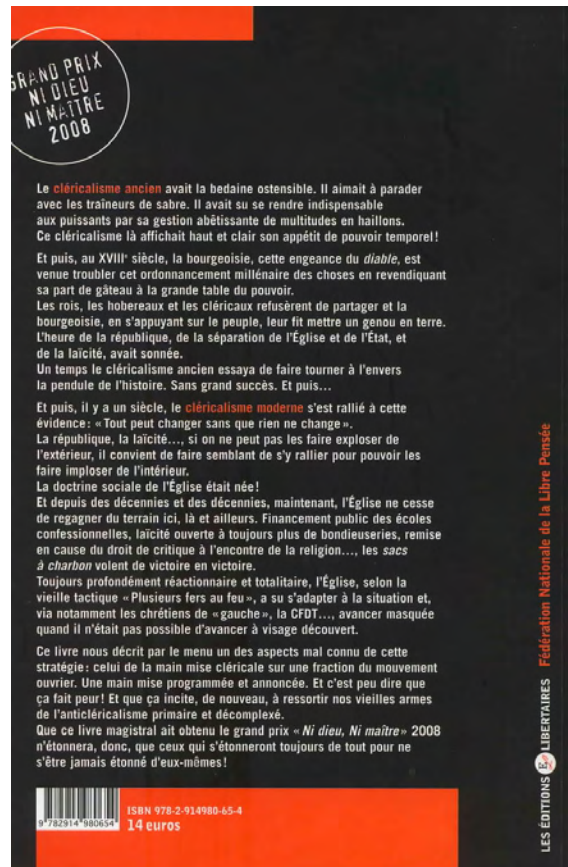
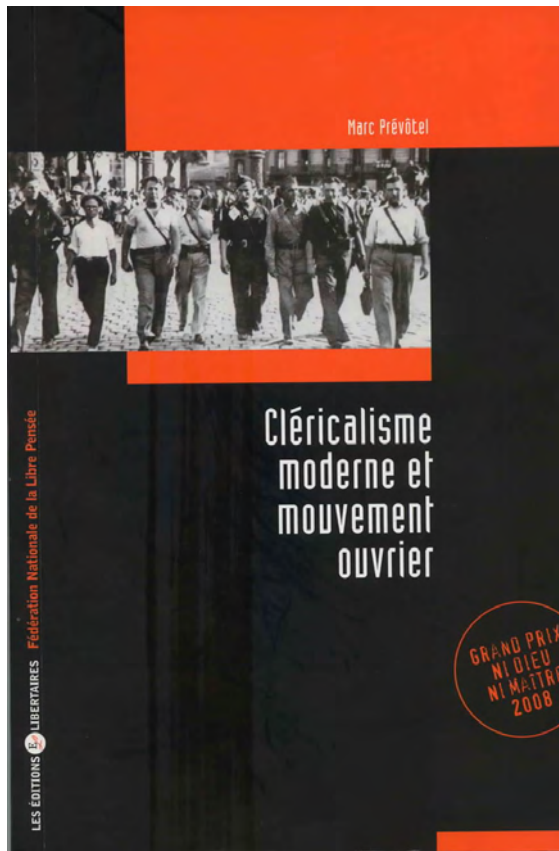
Laurent Berger
Secrétaire Général du CFDT

Philippe Louls
Président confédéral de la CFTC

Roger Cukierman
Président du CBF

Texte présenté à l'initiative du CRIF - Avril 2014

**A LIRE : un ouvrage indispensable de Marc Prévotel
en vente à la librairie de la LP**



Paru dans « La Calotte » de février 1937 (Journal anticlérical et antifasciste d'André Lorulot)

ÉCONOMIE SOCIALE, SOLIDAIRE, ... EN UN MOT : COLLECTIVE

Au moment de sa fondation, en 1947, le CIRIEC se déclinait : « Centre International de Recherche et d'Information sur l'Économie Collective ».

La création du CIRIEC marquait une étape décisive dans l'œuvre entreprise par Edgard Milhaud, dès 1908, avec la revue *Les Annales de l'Économie Collective*. Sous ce vocable, il ambitionnait de couvrir tout le champ de l'économie d'intérêt général, qu'elle procède de la puissance publique ou de l'initiative privée non capitaliste.

Si, en 1974, l'Assemblée générale du CIRIEC décida de conserver le sigle, mais d'en changer l'intitulé en Centre International de Recherche et d'Information sur l'économie publique, sociale et coopérative, c'est sans doute pour prendre des distances à l'égard de l'économie collective telle qu'elle avait été tragiquement caricaturée par les régimes prétendument communistes. Cette concession au « politiquement correct » n'a pas pour autant affecté l'orientation des travaux du CIRIEC :

« Entreprendre et promouvoir, par tous les moyens en son pouvoir, toutes recherches et distributions d'informations sur l'économie collective dans le monde, considérée dans ses différentes formes et dans leurs relations : régie publique, coopération, régie coopérative, autres formes d'entreprises d'intérêt général, économie organisée, système des plans, etc. »

Cette volonté d'aborder l'économie collective dans son ensemble constitue, encore aujourd'hui, une spécificité du CIRIEC.

Pourquoi souligner le caractère collectif de l'économie d'intérêt général ? Parce que les questions de sémantique, et les chamailleries qui les accompagnent, ne sont jamais innocentes. Les disputes sur les « mots » traduisent souvent l'incapacité ou le refus de s'entendre sur les « choses ».

Il en fut ainsi au moment du surgissement du concept d'« économie solidaire » et il en va de même, aujourd'hui, à propos de

l'« entrepreneuriat social ». Parce que le débat peine à s'engager sur le fond, il s'enlise dans la forme, les procédures et les procès d'intention. Espérons que l'issue ne sera pas celle qui sanctionne habituellement les querelles sur l'application des statuts et règlements dans une organisation en crise. L'expérience montre que lorsqu'on les invoque pour tenter de sortir de l'impasse, c'est qu'il est déjà trop tard.

Au-delà des mots, l'urgence aujourd'hui est de s'entendre sur ce qui légitime l'appartenance à un modèle économique qui se différencie du modèle capitaliste jusqu'à s'y opposer, voire prétendre s'y substituer, et qui revendique le droit et les moyens d'« entreprendre autrement ».

Au-delà des statuts, ce sont des valeurs et des pratiques communes qui doivent fonder cette légitimité en toute lisibilité et cohérence. Si l'une de ces valeurs ou de ces pratiques vient à manquer, en particulier le caractère collectif de l'initiative d'entreprendre, de la propriété, du mode de gestion et de l'attribution des résultats, c'est la cohésion de l'ensemble qui est compromise.

Le CIRIEC a un rôle à jouer pour accompagner, par la recherche et l'information, la volonté commune de maintenir le cap sur les fondamentaux qui ont assuré jusqu'ici cette nécessaire cohésion et protégé des risques de banalisation, voire de déviance*.

Il continuera de le faire en favorisant les connexions entre tous les secteurs qui se reconnaissent dans le concept d'économie collective.

Marcel Caballero

* La déviance que constitue aujourd'hui l'entrepreneuriat dit social n'est rien d'autre que la résurgence du vieux rêve de la grande réconciliation, voire la négation, des classes sociales. L'église catholique n'a cessé d'en rêver (c'est même une de ses principales raisons d'être).

BANQUET GRAS du 18 avril 2014

La doctrine sociale de l'Église, toujours à l'œuvre

Louis Couturier :

Au nom du bureau fédéral, j'ai souhaité la bienvenue au banquet du vendredi « mal saint » à Massy, j'ai remercié les amis de Vigneux, de Massy, des Ulis qui ont « sorti du sac » les mets de ce banquet, Philippe qui a cuisiné une tajine d'agneau copieuse et délicieuse, et Jean-François qui a fourni des vins appropriés.

J'ai lu la lettre de notre ami Henri Lespinas en hommage à Marc Blondel qui avait projeté, malgré la maladie, de venir nous traiter de l'actualité de la doctrine sociale de l'Église. Jean - Charles Marquiset et moi-même, avons fait de notre mieux pour traiter ce sujet à sa place.

J'ai placé notre banquet sous les auspices de la République et de la Raison :

- Contre les interdits religieux en toutes matières : alimentaires, vestimentaires.
- Contre le retour des cléricaux, des monarchistes, des grenouilles de bénitiers, et des communautaristes, vecteurs de la doctrine sociale de l'Église (D.S.E.).

Ces supporters de la D.S.E. rêvent de briser l'unité de la République, de mettre en œuvre la Charte européenne des langues régionales repoussée en 1999, d'investir l'école publique et d'enterrer la lutte des classes.

Les papes ont toujours été en faveur de l'Europe.

Ouvrtement, par les déclarations de ses dignitaires représentant la Conférence des évêques de France ou la Conférence des évêques européens à Bruxelles ou souterrainement par l'action des lobbys cléricaux – comme France-Saint Siège cher à J.V. Placé, l'Église déploie ses activités au compte de la Commission

Européenne sur l'orientation de sa doctrine sociale, rôdée depuis 1891 depuis Rerum Novarum, contre la lutte des classes :

- Se soucier du bien commun,
- Privilégier l'être à l'avoir,
- Corriger les dysfonctionnements de la société capitaliste,
- Dépasser le cadre national,
- Mettre en place un système subsidiaire, c'est-à-dire abandonner aux rangs inférieurs les affaires de moindre importance dans un cadre fixé par les experts éclairés... dans haut, comme dans l'Église.
- Préférer les experts aux élus.

« *Notre bien commun est inséparablement lié à celui de l'Europe* ». Reinhard Marx, actuel archevêque de Munich.

« *Le sort de l'Europe est très profondément lié à l'Église* ». Jérôme Vigne, président des Semaines Sociales de France.

« *Les papes ont toujours été en faveur de l'Europe, laquelle a été construite pour la paix et la prospérité des peuples à partir de ses racines chrétiennes* ». Lucas Volonté, président de l'institut Dignitatis Humanae.

Les millions de chômeurs, la fermeture des mines et des hauts fourneaux..., la guerre dans l'ex-Yougoslavie, ne les ébranlent pas puisque « *l'horizon de notre vie dépasse les frontières d'ici bas* » ? (Dixit monseigneur Pontier, Président de la conférence des évêques de France.)

Le pape François rend « *l'Église catholique plus aimable, plus surprenante, moins figée* » souligne le Provincial de France des Jésuites.

« Plus aimable, plus surprenante, moins figée » la Doctrine Sociale de l'Église actuelle reste la DES de Rerum Novarum de 1891 adaptée aux conditions actuelles pour fournir aux exploités de tous poils un corpus de propositions d'organisation à la C.E.E. à partir du traité de Rome en 1957 et de la Vème République, à partir de 1958.

Jean-Charles Marquiset

a attiré l'attention des convives sur la place de la Confédération Européenne des Syndicats comme rouage de la Commission Européenne pour l'intégration des syndicats à l'Europe subsidiaire dans la tradition qui a conduit l'Église à constituer des syndicats chrétiens de collaboration de classe.

Née en 1973, elle regroupe 85 organisations nationales issues de 36 pays et elle revendique 60 millions de membres. En France, elle regroupe la CGT, la CGT-FO, la CFDT et la CFTC.

La CES a contribué activement à l'élaboration du pacte pour l'emploi. Elle a proposé un comité emploi regroupant patrons et syndicats. Elle préconise des accords au niveau des entreprises pour promouvoir l'annualisation, la flexibilité positive, dans l'esprit de la D.S.E. Le pacte de responsabilité Hollande-Valls-MEDEF-CFDT est issu en ligne directe des directives de la CES- Commission Européenne.

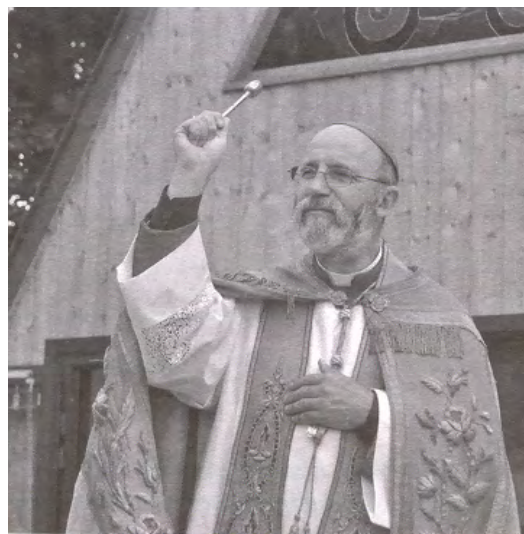
La CES participe aux sommets européens. Le protocole annexé au traité de Maastricht habilite la CES à élaborer les directives européennes en matières sociales, avec le patronat, directives qui sont devenues automatiquement des directives européennes : sur le temps partiel et sur le congé parental. Les directives sur les Service d'Intérêt Général (SIG), les Services d'Intérêt Economique Général (SIEG) concernant les services publics, la santé, l'éducation, l'eau ont été élaborés ainsi. Ces directives font que ces services peuvent être rendus indifféremment par le public et le privé.

La CES a adopté un manifeste pour l'Europe de mai 2014. Voilà, ce qu'est le « syndicalisme » inspiré de la D.S.E. engagé par le Pacte de Responsabilité, par la Charte européenne des langues régionales, par la Réforme Territoriale, par la privatisation des services publics.

Pour conclure, les convives ont été invités :

- A manifester le 1^{er} mai au Mur des Fédérés avec les Unions Régionales FO et CGT, la FSU et la FNLP.
- A participer au rassemblement du 10 mai à la Bourse du Travail de Paris contre la ratification des langues régionales.

**A retenir la date du 14 juin prochain , journée pour la LP, à la Maison des Syndicats à EVRY :
10h-12h : Congrès fédéral
14h-18h : Colloque « École-Laïcité- République ».**



L'évêque de Vannes bénissant les « bonnets rouges ». Il attire l'attention sur « *ce que doit être une véritable action politique : une attention, non seulement à l'intérêt général, mais surtout au bien commun.* »

Le 9 mars 2014, David GOZLAN, secrétaire général de la FNLP recevait, sur France Culture, Hansi BREMONT, membre de la Commission Administrative Nationale de la FNLP et Louis COUTURIER, secrétaire de l'IRELP (Institut de Recherches et d'Etudes de la LP.) Extraits.

DG : *lendemain du 8 mars oblige, le thème retenu est : Les femmes et la Libre Pensée, la Libre Pensée et les femmes.*

La Libre Pensée aborde aujourd'hui la question des droits des femmes et la place des femmes libres penseuses dans la conquête de ces droits.

Soulignons que la femme a toujours été prisonnière du carcan de la société, celui de la femme utérus qui donne la vie et qui donne la mort. La femme peut prétendre à d'autres places dans la société.

Hansi, peux-tu , puisque tu travailles sur cette question, préciser la place assignée aux femmes par les grandes religions ?

H.B. : Dans le Nouveau testament, la femme est dite née de l'homme. Elle est la cause de tous les malheurs du monde.

Paul de Tarse, dans la lettre aux Ephésiciens déclare : « *que les femmes soient soumises à leurs maris comme au Seigneur parce que le mari est le chef de la femme, comme le Christ est le chef de l'Église* ». Sa lettre aux Corinthiens est de la même veine : « *L'homme ne doit pas se couvrir la tête puisqu'il est l'image et la gloire de Dieu, mais la femme est la gloire de l'homme.* »

« *La femme doit avoir sur la tête un signe de sujétion à cause des anges.* »

« *La femme a été tirée de l'homme, l'homme pareillement vient de la femme et tout a été tiré de Dieu.* »

« *C'est une faute pour l'homme de porter des cheveux longs mais, pour une femme, c'est une gloire de les laisser croître, la chevelure lui ayant été donnée en guise de voile.* »

Un passé révolu ?

Non !

Jean-Paul II, dans l'encyclique « *mulieris dignitatem* » de 1988 a rappelé cette vocation sponsale des femmes qu'elles soient épouses d'un homme ou du Christ (les nonnes).

C'est le sexe qui détermine- pour les grandes religions – le rôle dans la société ; d'où la panique dans les rangs catholiques lorsqu'il est question d'égalité entre les hommes et les femmes.

D.G : Il y a quand même eu des femmes qui ont lutté contre les prétentions des religions. Louis peut-tu donner quelques cas éclairants ?

L.C : Dans mon ouvrage, à paraître, je m'appuie sur plus de cent exemples de femmes qui se sont dressées contre l'oppression des dogmes de toute nature, cela de l'Antiquité à nos jours.

A commencer par Hypatie, lapidée à Alexandrie en 415 par des chrétiens fanatiques, un des plus grands savants de l'Antiquité. Elle était disciple d'Aristarque de Samos et défendait une idée d'avant-garde pour l'époque : pour elle la Terre tournait autour du Soleil (l'héliocentrisme).

Quelques siècles plus tard, une figure emblématique de la liberté de pensée, Emilie de Breteuil (1700-1749) qu'on a surnommée Mme Voltaire ou Mme Newton, fut une physicienne éminente en rapports épistolaires avec les plus grands esprits de son temps. Personne libre, elle s'est dressée contre les dogmes religieux, contre les préjugés de son temps.

Un troisième exemple : George Sand (1804-1876). On oublie souvent qu'elle a fait tenir des propos anticléricaux aux personnages de ses romans (Mlle La Quintinie, Lelia, Indiana, Valentine, ...), porte-paroles de son refus de toutes les oppressions.

D.G. : C'est une penseuse libre.

H.B. : Oui, dans la mesure où elle ne reconnaît pas à l'Église le droit de limiter sa pensée.

L.C. : Si on prend en compte que tous ces exemples ont été mis en avant par la Libre Pensée, on ne peut pas suivre celles ou ceux qui écrivent que la Libre Pensée a repris à son compte les pires stéréotypes sexistes . La L.P. n'était pas contre les femmes et les femmes n'étaient pas contre la L.P.

D'ailleurs, des libres penseuses ont joué un rôle capital dans les Congrès internationaux et nationaux. Je leur accorde la place qui leur revient et qui est le plus souvent « oubliée » dans leurs biographies qui ne retiennent de leurs engagements que le féminisme, le socialisme, l'anarchisme, le pacifisme, le syndicalisme. Pour Louise Michel (1830-1905) on n'évoque pas ses liens avec la L.P. Il en est de même pour le docteur Madeleine Pelletier (1874-1939), libre penseuse qui s'est engagée pour le droit à l'avortement, le droit des femmes à disposer de leur corps et qui fait de la prison à cause de cela.

D.G. : Il y a bien une lutte émancipatrice des femmes liées à la L.P.

H.B. : La Libre Pensée (FNLP), Europa laïca , l'Union des Athées et la LP d'Espagne, ont lancé un appel contre l'offensive cléricale en Europe contre le droit à l'IVG.

La LP est contre toutes les formes d'oppression. Elle intègre la lutte contre l'oppression des sexes ; contre les violences physiques, pour l'égalité des salaires, pour le droit à l'IVG, menacé en France par la fermeture de centres.

D.G. : Louis peux-tu préciser la place des libres penseuses dans les grands congrès, place que tu vas largement évoquer dans ton ouvrage qui va sortir à la fin du trimestre ?

L.C. : C'est effectivement au centre du livre. Elles ont joué un rôle de premier plan dans les grands congrès internationaux du début du siècle (Genève 1902, Rome 1904, Paris 1905). Ce rôle de premier plan ne s'est pas limité à ces 10^e, 11^e et 12^e congrès internationaux.

Je me contenterai donc de 4 exemples.

- Alexandra DAVID-NÉEL (1868-1969), l'intrépide voyageuse connue pour ses voyages au Tibet, a délivré une longue allocution sur la morale, au Congrès de Paris (1905) pour expliquer qu'il ne saurait y avoir

de morale laïque et qu'elle ne reconnaissait à personne le droit de lui dire ce qu'elle devrait faire ou ne pas faire.

- Isabelle GATTI DE GAMMOND (1837-1905) une femme admirable, peu connue en France, très connue en Belgique. Il y avait 20 000 personnes à Bruxelles à son enterrement. A Bruxelles, elle est connue à cause des écoles « à la Gatti » dans lesquelles les filles recevaient une formation scientifique. Elle y a fondé la première école communale laïque pour filles. Elle fut vivement applaudie au Congrès de Paris en 1905.
- Une troisième grande figure mérite notre attention. Il s'agit de BELEN SARRAGA FERRERO (1873-1951), à laquelle on doit le compte rendu du Congrès de Genève paru dans la revue ARENAL, volume 2, n°1 de janvier-juin 1995. Figure de premier plan au Congrès de Rome (1904), applaudie debout par le congrès (on a perdu sa contribution). Figure de premier plan, au compte de la LP en Uruguay, au Chili, en Argentine où ont fleuri des centres de Libre Pensée Belen Sarraga
- Un dernier exemple : l'allemande Ida ALTMANN-BRON (1862-1935). Elle fut secrétaire de la LP de Berlin en 1905, l'époque où l'on comptait un million de libres penseurs en Allemagne. Elle se fit remarquer au Congrès de Paris (1900), à Genève (1903) et à Paris (1905).

D.G. : Il découle de cela que les femmes ont pris une place très importante pour défendre leurs propres droits et pour défendre ceux de tous les citoyens, notamment au Congrès de Rome en 1904.

J'en profite pour attirer l'attention des auditeurs sur le Congrès International de l'AILT à Londres, cet été, le 11 août ; à Conway Hall et les invite à faire parvenir leurs dons (en chèque à l'ordre de la LP) au 10-12 rue des Fossés St Jacques, 75005 Paris.

**BULLETIN D'ADHESION ET COTISATION 2014
à la Fédération de la Libre Pensée de l'Essonne**

NOM : Prénom :

Adresse :
.....

Code postal : Ville :

Téléphone :

Email :

Le montant de la cotisation 2014 à la Libre Pensée nationale et à la Fédération de la Libre Pensée de l'Essonne a été fixé au congrès fédéral du 24 janvier 2014 : 80 euros, comprenant 14 € pour l'abonnement annuel à La Raison et à La Raison 91, ou 94 € avec l'abonnement à L'Idée Libre.

Pour soutenir et recevoir La Raison 91, si non adhérent, penser à adresser 8 € à LP 91.

Pour vos achats de livres : la librairie de la Libre Pensée

10/12, rue des Fossés Saint Jacques, 75005 PARIS

Vous pouvez commander tous vos ouvrages en ligne

Soit sur le site de la FNLP : www.fnlp.fr

Soit directement à marina.librairie1p@wanadoo.fr

Siège social : La Raison 91, journal de la fédération des Libres Penseurs de l'Essonne (Association loi de 1901).
LP 91 chez Françoise Rousseau, 3 place d'Allemagne, 91300 MASSY

Imprimé par nos soins, tirage : 160 exemplaires.

Directeur de publication : Louis Couturier

Ont participé à ce numéro : Philippe Bouyries, Gérard Brunet, Marcel Caballero, Louis Couturier, Henri Espinas, Jean Estivill, Maurice Gelbard, Jean-Noël Lahoz, Jean-Charles Marquiset, Denis Mouchel, Gilbert Thomas, Alain Veysset.

Faute de place, les correspondants suivants voudront bien nous excuser de n'avoir pas publié tout ou partie de leurs envois : Danièle Dugelay, Maurice Gelbard, Alain Veysset.

Fédération départementale de la Libre Pensée

LP 91 chez Françoise Rousseau, 3 place d'Allemagne, 91300 MASSY
frousseau64@gmail.com

Fédération nationale de la Libre Pensée

10/12, rue des Fossés Saint Jacques, 75005 PARIS

téléphone : 01 46 34 21 50 – fax : 01 46 34 21 84 - site national : www.fnlp.fr

Pour recevoir la News Letter de la FNLP : <http://www.fr/newsletter/subscribe.php>

Nom **Prénom**

Adresse

En qualité de

- Participera au Congrès départemental** du 14 juin (10h-12h30) Bourse du Travail Evry
- Participera au Colloque** le même jour au même endroit (14h)
- Verse 5 €, 10 € ou plus** pour contribuer au financement des initiatives de l'été (Nancy, Londres)
(cocher la ou les cases svp)
Chèque l'ordre de LP 91, adressés à F. Rousseau, 3 place d'Allemagne, 91300 Massy
Renvoyer ce bulletin à la même adresse ou par mail à gerard.brunet13@orange.fr

Nom **Prénom**

Adresse

En qualité de

- Participera au Congrès départemental** du 14 juin (10h-12h30) Bourse du Travail Evry
- Participera au Colloque** le même jour au même endroit (14h)
- Verse 5 €, 10 € ou plus** pour contribuer au financement des initiatives de l'été (Nancy, Londres)
(cocher la ou les cases svp)
Chèque l'ordre de LP 91, adressés à F. Rousseau, 3 place d'Allemagne, 91300 Massy
Renvoyer ce bulletin à la même adresse ou par mail à gerard.brunet13@orange.fr

Nom **Prénom**

Adresse

En qualité de

- Participera au Congrès départemental** du 14 juin (10h-12h30) Bourse du Travail Evry
- Participera au Colloque** le même jour au même endroit (14h)
- Verse 5 €, 10 € ou plus** pour contribuer au financement des initiatives de l'été (Nancy, Londres)
(cocher la ou les cases svp)
Chèque l'ordre de LP 91, adressés à F. Rousseau, 3 place d'Allemagne, 91300 Massy
Renvoyer ce bulletin à la même adresse ou par mail à gerard.brunet13@orange.fr